



Message du Président de l'IS George A. Papandreou au Présidium de l'IS  
New York, 23 septembre 2011

original :anglais

Chers amis, Chers camarades,

Comme chaque année, j'avais l'intention d'être avec vous à New York aujourd'hui, pour présider notre réunion du Présidium. Malheureusement, des développements urgents en Grèce ainsi que les négociations en cours m'obligent à rester à Athènes.

Ceci est la quatrième année consécutive que notre Présidium se réunit pendant l'Assemblée Générale des Nations unies à New York. Il est important que nous ayons fait de cette réunion annuelle une institution – une excellente opportunité pour nous d'échanger nos points de vue sur des questions mondiales cruciales, au bon moment, au bon endroit.

Une fois de plus, une question clé sur notre ordre du jour sera la crise financière mondiale et ses implications. Depuis le début de la crise, notre organisation a produit un nombre d'idées concrètes et d'initiatives spécifiques qui auraient pu aider à maîtriser la crise. Malheureusement, la communauté internationale et l'Union européenne ont été trop lentes et trop fragmentées dans leur réponse. Aujourd'hui, la situation financière est de plus en plus précaire et elle est loin d'être terminée. Elle menace le secteur bancaire, la stabilité des économies développées et mine les efforts mondiaux de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations unies.

Comme vous le savez, la Grèce est dans l'œil du cyclone. Mon gouvernement et le peuple grec font face à des défis énormes. Dans cet environnement économique extrêmement difficile nous poursuivons un programme d'austérité drastique et nous faisons passer des réformes sans précédent. En réponse à ceux qui doutent de nos efforts, nous sommes fiers de souligner qu'en 2010 nous avons réalisé la plus grande réduction du déficit dans la zone euro, une réduction de 5% de 36 milliards d'euro à 24 milliards d'euro. Les dépenses primaires de l'Etat ont été réduites de 10 milliards d'euro.

Cependant, il reste toujours un long chemin à parcourir. Non seulement en ce qui concerne la consolidation fiscale, mais également en termes de réformes structurelles qui permettront à notre pays de redevenir compétitif et d'atteindre la croissance, une dette tolérable et de créer des emplois.

La résolution de la crise de la dette grecque ne traitera pas les implications plus larges et les causes profondes de la crise économique en Europe. La Grèce ne représente que 3% de la dette publique de la zone euro et seulement 2,5% du PIB de la zone euro. Il y a un besoin urgent de prendre des décisions stratégiques qui protégeront les pays membres de l'UE de crises de cette sorte à l'avenir. Ceci appelle à des réformes fondamentales de nos institutions, allant vers une union plus étroite dans les domaines fiscaux, économiques et politiques. Nous avons besoin de mécanismes de stabilisation permanente et de nouveaux instruments financiers promouvant la solidarité et la justice sociale.

Dans ce contexte, de plus en plus de décideurs sont de plus en plus convaincus que nous pouvons créer une croissance plus durable et équitable avec des instruments innovateurs tels que les euro-obligations ou une taxe sur les transactions financières. Ceci est surtout dû aux campagnes actives menées par notre famille politique.

La taxe sur les transactions financières est sur l'ordre du jour de la prochaine réunion du G20. Espérons qu'il y aura du progrès dans ce débat. Sans aucun doute, il ne peut y avoir de façon efficace d'aborder la crise financière sans changements plus radicaux de l'architecture financière mondiale et un engagement plus actif de tous les principaux acteurs concernés. Jusqu'à présent, le G20 n'a pas été capable d'obtenir le consensus nécessaire pour prendre de mesures concrètes dans cette direction.

Le temps presse en ce qui concerne le changement climatique. Nous devons agir maintenant pour protéger les futures générations. Il reste beaucoup à faire avant la prochaine réunion de la COP17 à Durban, Afrique du Sud. Parmi les questions non résolues il y a un accord sur la prolongation du protocole de Kyoto et de nouvelles institutions telles que les Mécanismes technologiques et le Fonds vert pour le climat. La Commission pour un Société Mondiale Durable de l'Internationale Socialiste suit de près les progrès faits à ce sujet et présentera bientôt une nouvelle série de priorités.

Ces dernières années, l'Internationale Socialiste a joué un rôle positif et proactif lors d'élections, dans des zones de conflit et lors de sommets promouvant la démocratie, la paix, l'équité et l'égalité des chances. L'Internationale Socialiste a donné l'exemple d'action collective par un groupe de partis politiques avec différentes histoires, origines, contextes et tailles. Notre diversité est un de nos atouts les plus importants. Même si parfois elle rend nos moyens de travail un peu plus compliqués.

La droite comprend très bien la valeur de notre Internationale. C'est pourquoi elle ne se sent pas à l'aise avec nos réussites. Dans les mois à venir, nous continuerons nos efforts pour rendre la mondialisation plus humaine et pour promouvoir nos valeurs partagées. Nous serons solidaires avec nos membres sur chaque continent et je suis convaincu que nous pouvons faire une différence pendant ces temps difficiles.